

● Droit du domaine public : aspects juridiques et pratiques

Équilibrer les intérêts des personnes publiques et des occupants du domaine public

Code
12770

Durée
1 jour / 7 heures

Tarif Inter*
1145 € HT

**Repas inclus (en présentiel)*

PUBLIC

Avocats – Notaires – Juristes – Agents des collectivités territoriales et des établissements publics fonciers – Tout professionnel de l'immobilier en charge de la domanialité publique

PRÉ-REQUIS

Avoir des connaissances générales en droit public et/ou immobilier ou avoir préalablement suivi la formation :

🔗 [Droit immobilier : les fondamentaux \(43741 \)](#)

NIVEAU D'EXPERTISE

Perfectionnement

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

- L'évaluation des compétences sera réalisée tout au long de la formation par le participant lui-même (auto-évaluation) et/ou le formateur selon les modalités de la formation.
- Evaluation de l'action de formation en ligne sur votre espace participant :
 - ▶ A chaud, dès la fin de la formation, pour mesurer votre satisfaction et votre perception de l'évolution de vos compétences par rapport aux objectifs de la formation. Avec votre accord, votre note globale et vos verbatims seront publiés

Objectifs pédagogiques

- Examiner les règles encadrant la pérennité du domaine public
- Rechercher l'équilibre entre la protection et la valorisation du domaine public
- Analyser le régime des conventions d'occupation constitutives de droit réel

Programme de la formation

Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur recevra vos objectifs de progrès. Auto-évaluez vos compétences pour suivre vos progrès à l'issue de votre formation.

Examiner les règles encadrant la pérennité du domaine public

Déterminer la consistance du domaine public

- Critères traditionnels d'identification des différents domaines publics
- Facteurs d'extension de la domanialité publique (théories jurisprudentielles et procédés d'incorporation forcée)
- Incidences du Code général de la propriété des personnes publiques
- Étude de cas : actualité jurisprudentielle sur la consistance du domaine public

Encadrer les transactions immobilières portant sur des biens immobiliers publics

- Modalités de sortie du domaine public (désaffectation, déclassement)
- Modalités et pratique des cessions du domaine privé des collectivités territoriales
- Modalités et pratique des cessions des terrains de l'État et de ses établissements publics
- Étude de cas : appels à projet pour la cession de terrains appartenant à une personne publique

Rechercher l'équilibre entre la protection et la valorisation du domaine public

sur notre site au travers d'Avis Vérifiés, solution Certifiée NF Service

- ▶ A froid, 60 jours après la formation pour valider le transfert de vos acquis en situation de travail
- Suivi des présences et remise d'une attestation individuelle de formation ou d'un certificat de réalisation

ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : care-formation@lefebvre-dalloz.fr

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

Rappeler les fondements

- Grands principes du domaine public
- Conséquences pratiques
- Quiz : règles constitutives

Identifier les règles de droit privé compatibles avec la domanialité publique

- Volumétrie
- Constitution de servitudes
- Exploitation de fonds de commerce sur le domaine public
- Débat : concilier les règles de droit privé et de domanialité

Décrire les outils de protection préventive et répressive du domaine public

- Servitudes
- Police administrative
- Contraventions de grande voirie
- Sort des occupants sans titre
- Mise en situation : mise en oeuvre des outils de protection
- Débat : montages alternatifs à la maîtrise d'ouvrage publique/domanialité publique

Analyser le régime des conventions d'occupation constitutives de droit réel

Examiner le cadre juridique

- Occupation du domaine privé
- Règles communes régissant l'occupation privative du domaine public
- Étude de cas : régime des autorisations constitutives de droits réels

Organiser la mise en oeuvre des contrats

- Choix du contrat d'occupation privative
- Établissement du mode de passation des contrats d'occupation privative
- Description de la sous-occupation du domaine public
- Mise en situation : bonnes pratiques de négociation

Analyser le contentieux des contrats d'occupation du domaine public

- Compétence juridictionnelle
- Situations à risque
- Étude de cas : analyse de la jurisprudence récente des situations à risque

Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources, auto-évaluer vos compétences acquises pendant votre formation et faciliter la mise en oeuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel.

A noter

... —

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.



Prochaines sessions

...

PARIS

- 5 Nov. 2026

A DISTANCE

- 5 Nov. 2026

